

# LA PRESSE EN REVUE...



## SOMMAIRE

- 1) La cible
- 2) Droits sociaux...
- 3) Mic mac !
- 4) Sa renaissance
- 5) Un peu chiche...
- 6) Recul
- 7) Et moins de...
- 8) Des fissures se profilent
- 9) Normal il ment...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Le Parti socialiste cible le Front de gauche et Jean-Luc Mélenchon



Jean-Luc Mélenchon à la marche pour la révolution fiscale, dimanche 1er décembre (DR)

Le premier secrétaire du PS Harlem Désir, le secrétaire national Jean-Christophe Cambadélis ainsi que le chef des députés socialistes Bruno Le Roux se sont succédés ce lundi matin dans les médias pour dénigrer la marche pour une révolution fiscale de dimanche, à l'appel du Front de gauche.

"Ce n'est pas une réussite. Quand on mobilise sur un mot d'ordre auquel on ne peut pas donner de contenu... Je veux bien qu'on soit dans le poujadisme, dans la défense ici d'intérêts particuliers, là contre la hausse de la TVA. Moi, ce que je souhaite, c'est qu'on discute de ce à quoi servent les impôts, du redressement que nous faisons aujourd'hui", a artillé Bruno Le Roux sur RFI. Harlem Désir a lui estimé qu'avec "deux fois moins de monde que lors de la précédente manifestation", la marche de dimanche "n'était pas un succès". Avant de dénigrer l'objectif de la marche: "Pour la gauche, faire une manifestation contre les taxes, cela n'a pas de sens (...) On ne manifeste pas contre les outils de la solidarité".

"Poujadisme"

Outre les milliers de marcheurs d'hier, les leaders du Parti socialiste ont particulièrement visé Jean-Luc Mélenchon. Bruno Le Roux pense que le co-président du Parti de gauche "participe" à alimenter le poujadisme. A la question bien orientée le climat en France est-il "révolutionnaire", comme l'affirme le député européen, le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a poursuivi, comme sur du velour: "Dans son bureau, très certainement. Quand il est en réunion des quelques-uns qui sont autour de lui, il peut y avoir un climat pré-révolutionnaire." De son côté, Harlem Désir affirme que "parfois, on a l'impression qu'il veut tellement l'échec de la gauche qu'on se demande s'il ne veut pas l'échec tout court de la situation du pays". Or l'échec de François

Hollande "profiterait à la droite, à l'extrême droite, pas à Jean-Luc Mélenchon".

"Archaïsme"

Jean-Christophe Cambadélis s'en prend lui à la personnalité de l'ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle 2012. "Mélenchon se trompe. Il se trompe l'époque", "il se trompe de stratégie" et "il se trompe par rapport à l'électorat socialiste qui ne se tourne pas vers lui". "Il se trompe sur tout et il persévère, c'est ça qui est étonnant pour un personnage aussi intelligent: il ne fait pas le bilan de ce qui le conduit à la marginalité". "Il a fait de l'archaïsme son label", a lancé le secrétaire national du PS, sur Radio Classique et LCI. "Il a fait de l'archaïsme son label".

Division

Bruno Le Roux parie sur la division au sein du Front de gauche. "Le Front de Gauche est divers", selon le président du groupe PS. "Il y a un certain nombre de responsables politiques dans le Front de gauche, au Parti communiste, qui voudraient, non pas combattre, mais infléchir la politique du gouvernement. Avec eux, nous devons toujours être prêts au débat".

humanité.fr

## **II) «Il faut un socle minimal de droits sociaux en Europe»**

Le ministre du Travail, Michel Sapin, annonce une contre-offensive au sein de l'UE :

Pointant les multiples biais de la directive sur les travailleurs détachés, le ministre du Travail, Michel Sapin, assure que Paris refusera «un accord au rabais».

Pourquoi la France tient-elle tant à réviser cette directive ?

A sa création, en 1996, ce texte a été écrit pour protéger les salariés. Notamment les Français qui souhaitaient pouvoir travailler dans un autre pays de l'UE tout en restant affiliés à notre système de protection sociale. Mais l'élargissement aux pays de l'Est, combiné à la crise de 2008, a détourné la directive de ses objectifs, entraînant un véritable dumping social : chaque pays a voulu exporter son chômage de masse. Le nombre de travailleurs détachés en France a explosé. De 145 000 personnes en 2011, nous sommes passés à 170 000 en 2012 et + 30% en 2013... En quatre ans, leur nombre a plus que doublé. Et encore, dans le secteur du bâtiment - le plus impacté -, on estime que seule une entreprise sur deux les déclare. Comment endiguer ce phénomène ?

En faisant d'abord respecter les règles existantes. Contrôler davantage. Ce sont les entreprises du bâtiment elles-mêmes qui le demandent ! En complétant ensuite notre arsenal juridique. Aujourd'hui, lorsqu'une entreprise française passe un contrat avec une autre basée dans un pays de l'Est, elle n'est tenue responsable du non-respect par son sous-traitant du droit du travail français que dans un nombre très limité de cas. Demain, elle en sera pleinement responsable. Il faut aussi pouvoir agir contre les mécanismes sophistiqués de détachements de travailleurs. Par exemple, pour un chantier en France, une entreprise française peut contracter avec une société irlandaise. Mais cette dernière va ensuite voir une entreprise lituanienne, qui sous-traite à une polonaise. Cette dernière est elle-même en accord avec une roumaine, laquelle envoie enfin des ouvriers travailler sur... le chantier français de la toute première entreprise. Or, si au milieu de cette chaîne, certaines sociétés sont en infraction, le donneur d'ordre ne peut en être tenu responsable. La bataille est donc européenne.

Quelle sera la position de la France, le 9 décembre à Bruxelles ?

Nous voulons que ce principe de

responsabilité solidaire s'applique partout en Europe. Nous voulons aussi pouvoir continuer à demander tous les documents prouvant qu'un des sous-traitants respecte bien le droit français : temps de travail, repos hebdomadaires, salaire minimum, égalité hommes-femmes, modalités d'hébergement... Pensez-vous réussir à constituer une majorité qualifiée ?

Les libéraux, Grande-Bretagne en tête, refusent d'avoir plus de contrôles. Au dernier conseil, ce camp était à l'offensive. Mais la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne, la Belgique ou encore le Luxembourg se sont levés pour dire non lorsque la présidence lituanienne a décidé de mettre aux voix. Le temps de la contre-offensive est arrivé. Celle d'une alliance entre les pays du cœur de l'Europe continentale et de nouveaux entrants de l'Est, comme la Roumanie et la Bulgarie, bien plus préoccupés de la situation de leurs salariés que du seul intérêt à court terme de leurs entreprises.

Si aucun accord n'est trouvé, les eurosceptiques ne vont-ils pas railler une fois de plus l'impuissance française à Bruxelles ?

Une chose est claire : nous refuserons un accord au rabais. Pas d'accord vaut mieux qu'un mauvais accord. La bataille continuera ensuite sur une question simple : qui bloque ? Deux gouvernements libéraux du Parti populaire européen (PPE) auquel appartient l'UMP de MM. Copé et Fillon ! Ce sera dès lors un enjeu de la campagne des européennes. Outre les fraudes, le paiement des cotisations sociales dans le pays d'origine - avec un avantage comparatif allant jusqu'à 30% - crée aussi des distorsions de concurrence...

Les cotisations sociales doivent continuer à être payées dans le pays d'origine. Ne pas le faire serait contraire à la liberté de circulation et pénaliserait nos propres détachés

- 2e contingent en Europe derrière les Polonais et à égalité avec les Allemands - qui veulent continuer à cotiser en France. La solution à ce problème réside dans une autre bataille : celle de l'Europe sociale, le combat pour un socle minimal de droits sociaux en Europe. De ce point de vue, une des difficultés majeures vient de se régler : un salaire minimum va être créé en Allemagne.

Le FN a commencé à se saisir de cette question. Ne craignez-vous pas qu'il en profite ?

Il ne s'agit pas de répondre au FN ! Il s'agit de lutter contre des situations intolérables du point de vue humain et dommageables pour l'économie française. Le meilleur moyen de contrer les fantasmes de l'extrême droite, c'est de résoudre ce problème.

### **III) 1996-2013, histoires d'une directive qui déraile**

liberation.fr- Nathalie DUBOI

En dix-sept ans, la liberté du marché a pris le pas sur les droits sociaux fondamentaux.

Comment permettre la libre circulation en interdisant la libre exploitation ? C'est la posture d'équilibriste sur laquelle vacille, depuis dix-sept ans, la directive sur le détachement des travailleurs. Dès 2003, une évaluation réalisée par la Commission européenne constatait les imperfections du

L'histoire de cette directive commence avec l'élargissement à l'Espagne et au Portugal. Très vite, se pose le problème d'une entreprise portugaise, Rush Portuguesa, à qui Bouygues a sous-traité un bout du chantier du TGV Atlantique. Peut-on admettre que

travaillent en France au tarif portugais ? Evidemment non pour Paris, qui saisit la Cour de justice européenne et obtient gain de cause dans un arrêt de 1990 : toute entreprise espagnole ou portugaise est libre de proposer ses services sur le sol français, mais l'égalité de traitement des travailleurs s'impose.

Socle. De 1991 à 1996, l'Europe des Douze, puis des Quinze, planche donc sur une loi susceptible d'éviter la concurrence déloyale des pays à bas salaires. Il en sort la fameuse directive 96/71 qui garantit un socle minimum de droits sociaux aux salariés temporairement détachés dans un autre Etat membre. Ce sont les conditions de travail et de rémunération du pays d'accueil qui doivent s'appliquer, et pas celles du pays d'origine (comme tentera de l'imposer la directive Bolkestein, enterrée fin 2005 après un tollé et la victoire du non au référendum français sur la Constitution européenne).

Puis vient l'élargissement à l'Est en 2004. Pour le député (PS) Gilles Savary, co-auteur d'un rapport remis à l'Assemblée en mai, c'est ce big-bang qui va «changer la donne». L'UE accueille alors des pays présentant de très fortes disparités de salaires et de couverture sociale. L'emploi de travailleurs détachés change d'échelle. Faute de contrôles efficaces, «on observe des dérives, des changements d'objet et des détournements de la directive, au profit de politiques systématiques et délibérées de dumping social», dénonce le rapport. Dans toute la «vieille Europe» éclatent des conflits liés au détachement de travailleurs.

Entre 2007 et 2008, la Cour de justice européenne rend quatre arrêts qui révoltent les syndicats en faisant passer les libertés du marché intérieur avant les droits sociaux fondamentaux. Fin 2007, dans l'arrêt Laval, la cour donne tort aux marins finlandais qui contestaient la réimmatriculation de leur ferry en Estonie, où les salaires sont plus bas ; puis l'arrêt Viking condamne les syndicats suédois pour avoir organisé le blocus d'une boîte de BTP lettonne ; enfin, en 2008, c'est le Luxembourg qui se voit reprocher par la cour d'avoir été trop généreux dans sa transposition de la

directive, en accordant aux travailleurs détachés un peu plus que le socle social minimum.

Toilettage. Dès lors, «l'Europe devient synonyme d'austérité et de réduction des dépenses publiques, des salaires, des droits...», résume Veronica Nilsson, secrétaire générale adjointe de la Confédération européenne des syndicats (CES). En septembre 2009, alors qu'il brigait un second mandat à la tête de la Commission, José Manuel Barroso s'était engagé à solutionner «dès que possible» ces «problèmes» d'interprétation et d'application. Mais il faudra attendre mars 2012 pour que l'exécutif européen accouche d'une proposition de toilettage. Pas question d'une révision complète, comme le voudrait la CES : ce serait l'échec assuré avec 28 pays aussi fortement clivés autour de la table, entre le camp libéral (le Royaume-Uni et la plupart des pays de l'Est) et le camp des pays plus «sociaux» (les six pays fondateurs de la CEE, mais aussi l'Espagne et les Scandinaves).

Aujourd'hui, il n'est pas sûr que les Européens s'entendent sur l'adoption de nouveaux garde-fous : renforcement des contrôles nationaux et instauration, au moins dans le bâtiment, d'une clause de responsabilité conjointe entre le donneur d'ordre et ses sous-traitants. Le fossé reste énorme entre les Vingt-Huit, car sur son fil d'équilibriste, l'Union penche toujours plus à droite pour l'économique, qu'à gauche pour le social.

## IV) La Renaissance de Martine Aubry

Très discrète depuis son départ de la direction du PS, la maire de Lille a réuni ses proches à Paris,



Martine Aubry a rassemblé ses fidèles ce dimanche. © Fred Dufour / AFP

SOURCE AFP

Martine Aubry s'est remise dimanche sur le devant de la scène politique nationale en rassemblant ses partisans dans une association - Renaissance - et en n'hésitant pas à adresser un avertissement au gouvernement sur le travail dominical. Très discrète depuis son départ de la direction du Parti socialiste, en septembre 2012, l'ancienne candidate à la primaire socialiste de 2011 (43,6 % au second tour) a réuni à Paris ses proches, tels que les parlementaires Jean-Marc Germain, Christian Paul, Laurence Rossignol, la maire de Reims, Adeline Hazan, mais aussi des intellectuels et personnalités.

Se sont ainsi retrouvés aux côtés de la maire de Lille l'économiste Daniel Cohen, le sociologue Michel Wieviorka, le généticien Axel Kahn (qui s'était présenté sous l'étiquette PS à Paris aux législatives de 2012) ou encore la philosophe Fabienne Brugère. Tous ont planché toute la journée, à l'Institut physique du globe, en "ateliers", dans un amphi de quelque 160 personnes selon Christian Paul, avec pour mission d'apporter une idée "décapante", "dérangante" ou une "expérimentation".

Devant eux, Martine Aubry, qui se

défendait jusqu'à maintenant de commenter la politique du gouvernement, a lancé, à la veille de la remise au gouvernement du rapport de l'ex-patron de La Poste Jean-Paul Bailly sur l'épineux dossier du travail dominical, une forme d'avertissement : la législation actuelle sur le travail du dimanche est une "digue qui ne doit pas reculer", a-t-elle dit, selon des propos rapportés. Défendant l'économie du "bien-être", elle a dit que "le dimanche, il y a mieux à faire que de consommer", a expliqué Laurence Rossignol. "Une coopérative d'idées"

Renaissance, une association loi 1901, compte une présidente (Martine Aubry), un secrétaire général (Jean-Marc Germain, qui fut son bras droit lorsqu'elle était la première secrétaire du PS), trois vice-présidents (Christian Paul, Daniel Cohen et Fabienne Brugère) et de premiers adhérents, socialistes ou non.

À quoi ressemble cet objet politique ? "Ni un club, ni un think tank, mais une coopérative d'idées et d'actions où chacun vient produire et contribuer", a affirmé Christian Paul, qui avait lui-même mis en place au PS un "laboratoire des idées", en vue notamment de l'élaboration du programme socialiste pour la présidentielle de 2012.

"Nous avons la responsabilité de faire émerger un monde nouveau", a lancé Martine Aubry devant ses partisans, selon des propos rapportés. "En France, y compris les responsables politiques dénigrent notre pays. Or, ce pays n'est ni fini ni décadent", a-t-elle souligné. Donner "du sens à la société"

Plaidant pour "redonner du sens à la société", pour "réaffirmer le collectif", elle a "insisté sur le care" (altruisme, NDLR), a souligné Laurence Rossignol, faisant référence à une expression déjà défendue par Martine Aubry. Après une tribune publiée en août et prônant cinq "renaissances", notamment industrielle, européenne et culturelle, il s'agit d'un retour sur la scène nationale de Martine Aubry.



"Elle veut mettre ses expériences, ses idées, son réseau, au service d'une initiative qui lui paraît urgente", selon Christian Paul.

Encore très populaire chez les militants, Martine Aubry peut compter au PS sur un réseau puissant et organisé qui se réunit régulièrement le mardi à Paris. Au sein même du groupe socialiste à l'Assemblée, les aubrystes, plus nombreux que les hollandais, constituent un noyau dur.

lepoint.fr

## V) Travail du dimanche: Jean-Paul Bailly rend une pâle copie



L'ancien pdg de La Poste, qui y a laissé un bilan social désastreux, a rendu ce lundi son rapport sur le travail du dimanche (consultable ci-dessous). Il y préconise l'augmentation du nombre de dimanches travaillés.

Le gouvernement avait mandaté en octobre l'ancien PDG de La Poste pour "clarifier le cadre juridique" du travail du dimanche et "faire des propositions". Pas sûr que les propositions émises ce lundi matin par Jean-Claude Bailly satisfasse grand monde.

Peu d'avancées pour les salariés

D'un côté, ce dernier réaffirme que "la spécificité du dimanche doit être respectée". Mais de

l'autre, il s'empresse d'augmenter le nombre autorisé de dimanches travaillés de cinq à douze. Le "nombre maximal de dérogations accordées par le maire" passerait ainsi de cinq à sept et les commerçants auraient aussi la possibilité de "déroger cinq fois par an à la règle du repos dominical, sous réserve d'une obligation de déclaration préalable auprès du maire", indique-t-il dans son rapport.

Par ailleurs, il suggère également de "remettre totalement à plat" les zones autorisées à ouvrir, avec une "loi organisant les modalités de fixation des périmètres et d'octroi de contreparties" pour les salariés concernés. Mais il refuse de nouvelles dérogations permanentes pour des secteurs comme le bricolage, qui avait relancé la polémique en septembre, et propose même de revenir sur celle octroyée à l'ameublement.

Les propositions en faveur des salariés sont donc réduites à la portion congrue. Il ne fallait pas s'attendre à mieux, au vu du bilan social catastrophique de Jean-Claude Bailly à la tête de La Poste, qu'il a quittée de manière précipitée début juillet dernier, alors que son mandat ne devait s'achever qu'en octobre 2014.

80000 suppressions d'emploi

C'est bien cet ex-patron de la RATP qui a mis La Poste sur les rails de la privatisation, avec le changement de statut de l'entreprise, le 1er mars 2010, faisant de La Poste une société anonyme à capitaux publics. Les dernières années de la gouvernance Bailly auront été marquées par une série de suicides de postiers. Avec plus de 80000 suppressions d'emploi en dix ans, des restructurations incessantes, la mutation violente de La Poste a engendré un trouble social grandissant.

On pourra juger du très grand cas qu'il faisait de ses anciens salariés au travers d'un passage de son dernier

livre, *Ceux d'en haut*. Dans cet ouvrage, Jean-Paul Bailly, qui affirmait en pleine vague de suicide de postiers "qu'il n'y a pas de malaise social", s'exprimait ainsi à propos de ceux qu'il considère comme "les gens un peu inadaptés" : "On ne les emmerdait pas (sic), on disait que ça faisait partie du casting et on les laissait dans leur coin. Maintenant, par les temps qui courent, ils n'ont plus leur place dans les entreprises même si, à La Poste, ils restent boucler leur carrière, et font des déprimes à répétition. Ils seraient mieux hors de l'entreprise, mais non, le modèle qu'ils conservent en tête, c'est La Poste d'avant. Voilà. Ce phénomène-là, conjugué à l'action de syndicats minoritaires qui ont peu d'audience, qui veulent fermer La Poste, couler La Poste, ce phénomène là nous poursuit".

Parallèlement à ses activités professionnelles, Jean-Claude Bailly a accompagné le développement d'Entreprise et Personnel. Ce "réseau associatif d'entreprises consacré à la GRH et au management des hommes et des organisations", comme il est noté sur son site web, est le fer de lance du "management" déshumanisé, cher aux grands groupes qui se retrouvent à peu près tous parmi les adhérents de ce réseau.

humanite.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## VI) Niveau scolaire : la France recule dans le palmarès mondial



En dépit des réformes, le niveau des élèves français baisse. Auparavant classée parmi les pays les plus performants en mathématiques, la France était déjà descendue en 2009 dans le groupe des «moyens» Crédits photo : PHILIPPE HUGUEN/AFP

«Nous sommes sous le choc Pisa, pour l'instant, et ça va être encore pire», prophétisait le ministre de l'Éducation nationale, Vincent Peillon, lors d'une audition à l'Assemblée nationale, le 23 octobre. «La France décroche totalement» dans la prochaine enquête Pisa, déclarait-il déjà le 10 octobre, sur Canal +. Depuis le printemps dernier, le ministre dispense ce pronostic de «déclin scolaire».

Conduite depuis 2000 par l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), l'enquête Pisa (Program for International Student Assessment) est la principale évaluation internationale des systèmes éducatifs. Portant sur 65 pays et mesurant les compétences acquises par les élèves de 15 ans en lecture, mathématiques et sciences, cette enquête élaborée tous les trois ans plaçait déjà la France en position médiocre en 2009: 21e rang en lecture, 22e en mathématiques, 27e en sciences!

Le dernière enquête, en 2009, plaçait déjà la France en position médiocre : 21e rang en lecture, 22e en mathématiques, 27e en

sciences !

«Des pays nous passent devant. En dépit des réformes, malgré l'argent massif investi, les résultats des élèves ne s'améliorent pas»

Un haut fonctionnaire du ministère de l'Éducation

Les résultats soulignent par ailleurs que les inégalités entre ceux qui réussissent le mieux et les plus faibles ont tendance à croître. Selon Bernard Hugonnier, «la France offre un très bon système scolaire aux excellents élèves, ceux qui sont inscrits dans les meilleurs lycées de centre-ville. Elle se désintéresse des autres. Le décrochage est là. Notre rang global, au-delà de la vingtième place, est indigne et médiocre pour la cinquième puissance économique mondiale». La France occupait ainsi l'avant-dernière place en termes d'équité scolaire en 2009, juste devant la Nouvelle-Zélande. À l'inverse, sur les premières marches du podium figurent régulièrement la Chine, la Corée, la Finlande, le Canada ou le Japon.

Avec de médiocres performances en 2000, l'Allemagne a connu un véritable «choc Pisa». Pour remonter la pente, la conférence des ministres chargés de l'Éducation avait proposé des mesures dans sept domaines. Elles concernaient notamment l'amélioration des compétences linguistiques dès l'âge préscolaire, l'amélioration de l'enseignement à l'école primaire et l'amélioration continue des compétences de lecture. Mais aussi la mise en relation des mathématiques et des sciences pour une meilleure compréhension des liens interdisciplinaires.

L'étude Pisa ayant montré que les élèves issus de milieux défavorisés étaient particulièrement handicapés, un soutien a été mis en place en particulier pour les enfants et les jeunes issus de l'immigration. Avec succès.

lefigaro.fr

## VII) Baisse du nombre de chômeurs : une première victoire pour Hollande



© AFP / ETIENNE LAURENT

A l'Élysée, on a peut-être ouvert le champagne. Comme un cadeau de Noël avant l'heure, la courbe du chômage s'inverse. Enfin une bonne nouvelle pour François Hollande qui enchaîne les difficultés depuis la rentrée. Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a chuté de 20.500 en octobre en métropole et s'élève désormais à 3,27 millions. En incluant les inscrits à Pôle emploi exerçant une activité réduite, la tendance reste toutefois fortement négative, avec 39.600 inscrits supplémentaires (4,88 millions au total), selon les chiffres publiés jeudi par le ministère du Travail.

« Un premier résultat est acquis »

« L'inversion de la courbe du chômage est désormais amorcée », a affirmé François Hollande par communiqué. « Un premier résultat est acquis. Il est conforme à l'engagement que j'avais pris pour la fin de cette année ». « Les chiffres publiés aujourd'hui confirment que la bataille pour l'emploi peut être gagnée », souligne le chef de l'État. « Elle prendra le temps nécessaire pour diminuer, mois après mois, le chômage en France », a-t-il ajouté, reprenant son expression de la matinée qui a créé la confusion.

« C'est le début de l'inversion de la

courbe » avait réagi en premier le ministre du Travail Michel Sapin, sur i-Télé. Il a souligné le « sixième mois consécutif de baisse du chômage des jeunes ». Mais « il reste beaucoup trop de chômeurs en France », a cependant ajouté le ministre, qui appelle à continuer « la bataille avec ténacité ».

Le nombre de chômeurs reste très élevé

En affichant son ambition d'inverser la courbe du chômage, le 9 septembre 2012 sur TF1, François Hollande avait pris un gros risque. Le calcul : sa « boîte à outil » pour l'emploi allait jouer son rôle. A la croissance de faire le reste. L'exécutif tire aujourd'hui les premiers fruits de cette politique.

Cette bonne nouvelle est cependant à minimiser : les plans sociaux se multiplient. Le nombre de chômeurs reste par ailleurs très élevé. François Hollande en est conscient. « Je n'oublie pas que plus de 3.270.000 personnes restent inscrites à Pôle Emploi », écrit-il dans son communiqué.

« Il ne faut pas que ça fasse de yoyo »

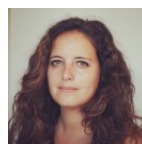
Maintenant, l'enjeu pour le gouvernement est de faire baisser le chômage plus d'un mois. A l'Elysée, on insiste sur l'importance d'une inversion durable – « trois-quatre mois successifs » – et pas simplement épisodique de la courbe. « La fin d'année est un objectif politique, un repère dans l'espace, mais il ne faut pas être trop nominaliste. Ça ne servirait à rien si ça baisse un mois et si ça remonte les mois suivant », explique un conseiller de François Hollande à publicsenat.fr, « il ne faut pas que ça fasse de yoyo ».

L'annonce de cette baisse du chômage en octobre n'est pas tout à fait une première depuis l'élection de François Hollande.

En août, le nombre de demandeurs d'emploi avait déjà diminué, mais la baisse avait été amplifiée du fait d'une erreur technique d'un opérateur téléphonique. C'est aussi une surprise : le matin même, le chef de l'Etat avait semblé préparer les esprits à l'échec de son objectif d'inversion de la courbe d'ici la fin de l'année. Ses conseillers d'abord, puis François Hollande ensuite, ont vite rattrapé ce couac de communication, assurant que l'objectif était « plus que jamais maintenu ». On comprend mieux pourquoi maintenant.

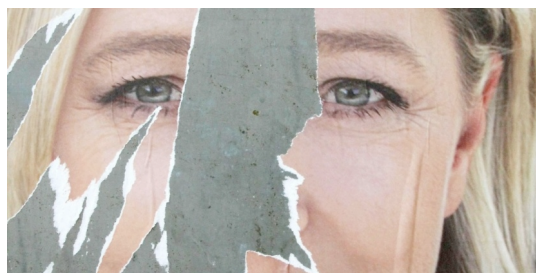
publicsenat.fr

## VIII) FN : quand la stratégie de conquête se fissure...



Par Estelle Gross

Dérapages en série, militants déçus et coup de bluff révélé, le Front national a multiplié les faux pas ces derniers mois.



Une affiche de Marine Le Pen déchirée Sipa

De jeunes candidats qui présentent bien, un discours adouci et un parti en quête de crédibilité, c'est la formule choisie jusque-là par le Front national et Marine Le Pen à l'approche des échéances électorales. Mais les entorses à cette stratégie de "normalisation" ne manquent pas... Explications en quatre épisodes.

- Le "malaise" de Marine Le Pen devant les images du retour des otages

Tout commence par un commentaire de la présidente du Front national après le retour en France, mercredi 30 octobre, de quatre otages retenus plus de trois ans au Niger. Marine Le Pen dit alors avoir "ressenti un malaise" devant les images des quatre Français. Et poursuit : "On avait l'impression d'avoir des images d'hommes qui étaient très réservés, c'est le moins qu'on puisse dire, les deux qui portaient la barbe taillée d'une manière assez étonnante, l'habillement était étrange. Cet otage avec le chèche sur le visage... Tout ça mérite peut-être quelques explications de leur part".

Au milieu du flot de réactions louant le courage et la dignité des otages libérés, celle de la présidente du FN fait tâche. Au point qu'elle finit par s'expliquer quelques heures plus tard dans un communiqué, évoquant une "maladresse" et concentrant ses critiques contre "l'instrumentalisation politique des libérations d'otages". Mais c'est trop tard, quelques semaines après avoir tenté d'obliger médias et chercheurs à ne plus qualifier son parti comme appartenant à "l'extrême droite", son dérapage écorche sa stratégie de dédiablement.

- Des candidats qui dérapent

Le Front national, qui compte profiter des élections municipales de mars prochain pour renforcer son maillage territorial, est aussi confronté aux dérapages de ses candidats. Dans une émission de France 2, Anne-Sophie Leclere, candidate aux municipales à Rethel (Ardennes) explique qu'elle préférerait voir la garde des Sceaux Christiane Taubira "dans un arbre plutôt qu'au gouvernement". Et de partager sur sa page Facebook un montage où figure le visage de la ministre de la Justice à côté d'une

photo de singe. Pourtant depuis plusieurs mois, le Front national s'échine à présenter un nouveau visage incarné par de jeunes candidats propres sur eux au discours sans vague. Conscient du danger, le parti suspend immédiatement Anne-Sophie Leclere, qui devrait bientôt être fixée sur son exclusion.

Un mois plus tard, c'est au tour de Jean-François de Brugière, candidat sur la liste FN à Saumur (Maine-et-Loire), de s'en prendre à la garde des Sceaux. Dans une lettre envoyée au quotidien "Le Courrier de l'Ouest", le candidat prend la défense de la fillette qui a brandi une peau de banane et traité Christiane Taubira de "guenon". Ce n'est pour lui qu'une "drôlerie enfantine". Avant d'écrire que "les Français sont des millions à n'avoir rien trouvé à redire aux paroles de cette gamine de 11 ans à Angers pas plus que de Tintin se baladant en Afrique". Des déclarations qui lui valent d'être exclu de la liste pour les municipales et d'être lui aussi sous le coup d'une procédure d'exclusion.

Pourtant, un peu plus tôt, au moins de septembre, un autre candidat, François Chatelain, avait été suspendu en vue d'une exclusion. Le secrétaire général du parti, Steeve Briois, avait alors envoyé un rappel à l'ordre à tous les secrétaires départementaux chargés entre autre de vérifier que tous les contenus postés sur internet sont fidèles à la ligne du parti. Le FN semble avoir bien du mal à contrôler tous ses candidats et ce genre d'épisode pourrait bien se reproduire dans les mois qui arrivent.

- Ils sont venus. Ils ont vu. Et ils sont repartis.

A cela s'ajoutent les témoignages des déçus du Front national. Initialement au PCF et à l'UMP.

deux militants figuraient sur des listes FN pour les municipales avant de se rétracter.

Le ralliement d'Anna Rosso-Roig avait fait du bruit au mois de mai. Cette ex-candidate communiste lors des législatives de 2012 avait décidé de passer au Rassemblement Bleu Marine et de figurer sur une liste FN à Marseille pour les prochaines municipales. Mais voilà, loin du discours, qui se veut dédramatisé, de la présidente Marine Le Pen, Anna Rosso-Roig découvre à Marseille une "ligne politique trop radicale", comme elle le confie à "Libération". Arnaud Cléré, lui, a décidé de faire totalement machine arrière.

Exclu de l'UMP au mois de mai pour avoir voulu faire alliance avec le Front national dans la Somme à l'approche des municipales, il fait aujourd'hui son mea culpa. "J'ai fait une erreur de penser qu'on pouvait associer les genres, comme ça, entre UMP et FN. Je ne me reconnais pas dans ce parti-là", a-t-il expliqué. Il avait alors adhéré au Siel (Souveraineté, Indépendance et Libertés), une composante présidée par Paul-Marie Couteaux du Rassemblement Bleu Marine (RBM) dirigé par la présidente du FN.

Lors d'une réunion des têtes de liste à Hénin-Beaumont à la mi-octobre, Arnaud Cléré dit avoir vu "deux personnes, ça m'a choqué, qui étaient tatouées avec des croix nazies sur leur bras. Quand j'écoutais Marine Le Pen, je pensais que ce genre de personnage n'existait plus dans le Front national et malheureusement je l'ai vu de mes yeux". Arnaud Cléré a demandé sa "réintégration à l'UMP" dans une lettre à son président, Jean-François Copé. "Il m'a fait comprendre qu'il n'y avait pas vraiment de raison qu'on ne retravaille plus ensemble", a-t-il ajouté.

Il y a aussi ce couple de militants de Haute-Garonne qui annonce avoir claqué la porte du parti fin novembre. Nadia Portheault est pourtant candidate FN aux prochaines municipales à Saint-Alban. Mais elle explique être écoeurée par les propos racistes et les commentaires désobligeants dont elle dit avoir fait l'objet de la part des autres

militants de la fédération. "Toi et tes enfants, vous êtes bons pour le four", lui aurait ainsi glissé un cadre FN de la région toulousaine. On lui aurait également vivement conseillé d'être candidate sous son nom d'épouse "Portheault" plutôt que de jeune fille "Djelida".

Ces trois témoignages, largement relayés, fissurent un peu plus la vitrine d'un FN qui dit avoir fait table rase avec ses années sulfureuses.

- Adhésions et petits mensonges

Dernier épisode en date, les petits arrangements de Paul-Marie Couteaux avec la vérité et les explications fumeuses de Florian Philippot. C'est l'histoire d'un oubli, celui d'un micro-cravate... Suivi par une équipe de Canal +, le président du SIEL, Paul-Marie Couteaux, chargé de recruter pour le FN, notamment dans d'autres partis, oublie qu'il est enregistré alors qu'il monte dans une voiture conduite par le chef de file du Rassemblement Bleu marine à Brest et se vante d'avoir bluffé sur des adhésions : "J'ai fait du bluff, encore. J'ai dit qu'on avait fait deux adhésions parmi un ancien gaulliste très connu à Brest dans les années 1990. Et qu'il était tellement content qu'il avait même fait adhérer sa femme, ça fait deux adhésions. [...] J'ai raconté tout un baratin, mais me coupez pas parce qu'ils vont recouper auprès de vous ! Donc il faut dire la même chose !"

Le vice-président du FN, Florian Philippot est ensuite invité à s'expliquer en plateau après la diffusion de la séquence. "Ah vous croyez que, vous n'avez jamais eu en face de vous un responsable politique qui ne vous a pas menti ? Vous pensez qu'il n'y a que Paul-Marie Couteaux qui sur ce coup-là a peut-être, n'a pas dit tout à fait la vérité. Vous lui faites un mauvais procès", explique-t-il, visiblement gêné. Paul-Marie Couteaux a fini par reconnaître auprès des "Inrocks" qu'il s'agissait en fait d'anciens



militants du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers et non de l'UMP...

Pour un parti qui ne cesse de vouloir renforcer sa crédibilité et qui dénonce sans arrêt "les mensonges" des autres formations, la séquence tombe plutôt mal.

nouvelobs.com

## **IX) Paul-Marie Coûteaux, la tête chercheuse du FN, pris en flagrant délit de mensonge**



Suivi par une équipe de Canal +, le recruteur de Marine Le Pen, Paul-Marie Coûteaux a été pris en flagrant délit de bluff sur de nouvelles adhésions. Ce politique (pourtant) avisé avait oublié son micro-cravate.

Ancien proche de Charles Pasqua, l'ancien député européen Paul-Marie Coûteaux est devenu en l'espace de quelques années la tête chercheuse du Front national. C'est lui qui a permis d'attirer dans les filets frontistes : Florian Philippot (devenu vice-président du FN) ou bien encore l'ancien directeur de cabinet d'Alain Juppé Philippe Martel (devenu le directeur de cabinet de Marine Le Pen).

Suivi par une équipe du Supplément à Brest le 28 novembre, Paul-Marie Coûteaux a déclaré aux journalistes de Canal

qu'il avait déjeuné avec des « élus UMP déçus » afin de les faire rejoindre le Rassemblement Bleu Marine.

Interrogé à la sortie du repas, Paul-Marie Coûteaux déclare ainsi :

« En général à Brest, la pêche est bonne. C'est un couple, et surtout le mari. Je l'avais rencontré, dit-il, je ne m'en souviens pas, à l'institut Charles-de-Gaulle ».

Mais lorsqu'il monte dans sa voiture, il oublie son micro et confie à l'un de ses proches :

« J'ai fait du bluff encore. J'ai dit qu'on avait fait deux adhésions parmi un ancien gaulliste très connu à Brest dans les années 90. Et qu'il était tellement content qu'il avait même fait adhérer sa femme, ça fait deux adhésions. (...) J'ai raconté tout un baratin, mais me coupez pas parce qu'ils vont recouper auprès de vous ! Donc il faut dire la même chose ! »

“Oui, j'ai menti”

Interrogé par les Inrocks, Paul Marie Coûteaux avoue avoir menti :

« J'allais pas rencontrer un ancien ministre de Sarkozy à Brest, soyons sérieux ! En réalité, il s'agissait d'anciens militants du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers. Mais je ne souhaitais pas les griller donc j'ai préféré parler de militants UMP »

Présent sur le plateau du Supplément, Florian Philippot avait dû mal à cacher son embarras pendant la diffusion de cette séquence...

<http://www.lesinrocks.com/2013/12/01/actualite/paul-marie-couteaux-tete-chercheuse-du-fn-pris-en-flagrant-delit->

lesinrocks.com

**A Suivre...  
La Presse en  
Revue**